



Budget 2026 : L'État coupe dans ce qui protège

Paris, le 13 septembre 2026

Pendant tout l'été 2026, les agents du ministère de la Transition écologique et de ses opérateurs ont fait le travail. Prévoir les canicules et les sécheresses. Alerter sur le risque d'incendie. Surveiller les crues. Contrôler les sites industriels. Produire les données sans lesquelles aucune politique de prévention ne tient. Assurer la gestion des infrastructures de transport dans des conditions de travail pénibles. Le 11 septembre, le gouvernement les a remerciés en publiant au Journal officiel un décret qui ampute leur ministère de 157,5 millions d'euros. La Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services - FORCE OUVRIERE (FEETS-FO) représente ces agents et dénonce ce décret.

Le décret n° 2026-857 du 10 septembre 2026 annule 500 millions d'euros de crédits inscrits dans la loi de finances pour 2026. Sur ces 500 millions, 157,5 millions sont pris au seul ministère de la Transition écologique, soit près d'un tiers. Aucun autre ministère n'est frappé à ce niveau. La prévention des risques et la prévision météorologique sont dans la liste. Le même jour, Bercy annonçait le surgel de 783 millions d'euros supplémentaires, dont 160 millions sur l'énergie et le climat, sans qu'aucun texte soit publié.

Le rapport qui accompagne le décret qualifie ces crédits de « réputés non programmés ». Les agents savent ce que cela veut dire. Un recrutement qui n'a pas lieu. Un poste laissé vacant. Un marché repoussé d'un an. Un délai d'instruction qui s'allonge pour les collectivités comme pour les usagers. Ce sont eux qui absorbent le reste, dans des services où la charge ne cesse d'augmenter.

En juin, le gouvernement écrivait que ses annulations portaient exclusivement sur des crédits hors masse salariale. En septembre, il écrit « quasi-exclusivement ». Et pour la première fois, le programme qui porte les personnels et le fonctionnement du pôle ministériel figure dans le tableau annexé. Ce sont les moyens de travail quotidiens des services qui sont visés : déplacements, formation, informatique, entretien des locaux.

Ce décret n'est pas le premier. Deux décrets du 11 juin avaient déjà frappé le même ministère. Sur l'année, ce sont 182 millions d'euros de crédits de paiement qui lui ont été retirés.

La FEETS-FO exige le dégel immédiat des crédits mis en réserve sur le ministère de la Transition écologique et sur ses opérateurs ainsi que le rétablissement des crédits annulés.

Il ne peut pas y avoir de service public de l'environnement sans les emplois et les moyens nécessaires.

Les canicules, les sécheresses et les incendies reviendront l'été prochain et les suivants. Les agents qui les affrontent ne peuvent pas servir de variable d'ajustement.

Contacts :

Zaïnîl Nizaraly, Secrétaire général, 07 84 26 73 06

Laurent Janvier, Secrétaire fédéral, 06 27 31 17 68

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris



✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

☎ 01 44 83 86 20



Annexe

Décret n° 2026-857 du 10 septembre 2026 portant annulation de crédits. Annulations par mission, en euros, classées par crédits de paiement décroissants.

Mission	AE annulées	CP annulés
Écologie, développement et mobilité durables	138 411 246	157 493 772
Travail, emploi et administration des ministères sociaux	52 382 987	95 546 329
Défense	50 002 327	50 000 000
Cohésion des territoires	59 172 447	46 833 746
Recherche et enseignement supérieur	50 917 008	35 023 708
Culture	25 297 507	20 226 696
Immigration, asile et intégration	37 400 755	20 000 000
Action extérieure de l'État	10 235 496	14 349 131
Économie	13 777 839	13 512 625
Gestion des finances publiques	11 889 337	13 482 373
Sport, jeunesse et vie associative	10 629 035	12 646 355
Administration générale et territoriale de l'État	27 836 134	9 000 000
Enseignement scolaire	2 070 325	2 894 936
Régimes sociaux et de retraite	1 665 864	2 324 377
Engagements financiers de l'État	547 764	2 184 371
Direction de l'action du Gouvernement	1 251 238	2 042 528
Sécurités	2 000 000	2 000 000
Transformation et fonction publiques	708 695	410 909
Conseil et contrôle de l'État	11 555	28 144
Médias, livre et industries culturelles	2 135 903	0
Santé	1 656 538	0
Total	500 000 000	500 000 000

Source : annexe du décret, Journal officiel du 11 septembre 2026. Les 783 millions d'euros de crédits surgelés annoncés le même jour par le ministère de l'Économie ne figurent pas dans ce tableau : ils ne relèvent d'aucun texte publié au Journal officiel.

